

Une nouvelle année record pour le programme Erasmus +

Enseignement. La France reste un des trois principaux pays d'origine des étudiants.

Avec Erasmus +, on vient peut-être l'un des rares sujets autour duquel l'Union européenne parvient à réunir une forme d'humanité enjôlée. La Commission européenne ne manque donc jamais l'occasion de communiquer sur ce programme d'échanges d'étudiants, essentiellement, et d'enseignants entre universités et grandes écoles.

Voici quelques jours, à l'occasion de la publication de son rapport annuel sur ce programme pour l'exercice 2017, la Commission s'est donc félicitée d'une nouvelle année record.

Destination Allemagne

Espagne, Royaume-Uni Année pour laquelle « l'UE a investi un montant de 2,6 milliards d'euros dans le programme », soit une hausse de 13 % par rapport à 2016, précisait Bruxelles.

Une année 2017 qui marquait aussi le trentième anniversaire du programme et qui aura permis à près de 800 000 personnes d'étudier, de se former ou de faire du volontariat à l'étranger; ce qui représente un record et une augmentation de 10 % par rapport à 2016 », détaillait-on du côté de la Commission.



La Commission s'avoue satisfaite du bilan 2017 de ce programme Erasmus +.

La France, l'Allemagne et l'Espagne restent ainsi les trois principaux pays d'origine des étudiants, tandis que l'Espagne, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont été les trois pays d'accueil le plus souvent privilégiés par ces derniers.

VINCENT COSTE
vcoste@midilibre.com

► Sur les questions de mobilité, formations, études, emploi en Europe, etc., renseignements auprès de la Maison de l'Europe de Montpellier, agrégée centre d'information Europe direct Montpellier Occitanie, sur le site europek.eu ou en joignant le 04 67 02 72 72.

Une liste pour le Parti animaliste

Élection. Des candidats de ce jeune mouvement en lice pour le scrutin du 26 mai.

Créé au mois de novembre 2016, le Parti animaliste, qui entend « contribuer à faire émerger la question animale en politique et à la rendre incontournable », a présenté ses premiers candidats à une élection en France à l'occasion des dernières législatives, en juin 2017. Après ce ballon d'essai, lancé dans 142 circonscriptions, et après une tentative à Paris lors des dernières sénatoriales, les élections européennes du 26 mai prochain offrent à ce jeune mouvement une nouvelle occurrence de donner de la visibi-

lité au message qu'il porte. Il présentera donc une liste qui sera menée par la Bordelaise Hélène Thouy, coprésidente du Parti animaliste. Une liste sur laquelle on retrouvera la docteure en histoire Sylvie Rocard (« M^{me} Rocard, épouse de Michel Rocard, ancien Premier ministre et ancien député européen, également très engagée pour la défense des animaux, a réalisé une vidéo expliquant les raisons de sa candidature » expliquait-on au parti), la photographe et scénariste Valérie Perrin-Lebouch, ou le jouma-

liste Henry-Jean Servat (né à Montpellier et collaborateur à *Midi Libre*), eux aussi présentés comme des « fervents défenseurs des animaux ». « D'autres personnalités, qui ne seront pas sur la liste, vont nous apporter prochainement leur soutien », prometait également, mercredi, le Montpelliérain Eddine Ariztegui, lui aussi candidat sur cette même liste, coprésident du mouvement en sa qualité de membre du bureau national, et délégué pour la grande région Sud-Ouest.

V.C.

L'OPINION

Pour la sécurité alimentaire, il faut un FBI européen



DE M. ÉRIC ANDRIEU DÉPUTÉ EUROPÉEN (PS)

Après les œufs contaminés au Friponil, l'affaire du miel frelaté, le renouvellement controversé du glyphosate, l'Europe est à nouveau sous le feu des projecteurs avec un énième scandale sanitaire : celui de la viande avanaise polonaise.

Mais cette fois, l'Union européenne a fait le job ! Contrairement à ce que claironne

4 février, leur audit des contrôles officiels sur le terrain avec les autorités polonaises chargées de l'enquête. Dans ce feuillet, trois remarques s'imposent. La première est que ces scandales sanitaires ne sont pas l'apanage de l'Union euro-

souffle et que le repli sur soi n'est pas la solution. Les scandales en France du chlordécone, de Lactalis ou, plus près de chez nous, l'affaire Spanghero sont la preuve que nous sommes à plus de 20 ans de la mise en place d'un véritable FBI européen, doté de réels moyens d'investigation et de sanctions suffisamment dissuasives.

La multiplication de ces crises sanitaires doit nous inviter à repenser notre modèle agricole

la PAC engagées depuis les années 90 ont laissé le libre cours au seul marché productiviste et dangereux pour notre sécurité alimentaire. À notre sécurité alimentaire, double titre, les consommateurs veulent savoir ce qu'il y a dans leurs assiettes et dans leur verre et appellent à plus de transparence et à une meilleure traçabilité. Nous devons favoriser une « reterritorialisation » de notre agriculture organisée autour de circuits courts et d'exploitations à taille humaine. Troisièmement, face à ces fraudes transfrontaliers, il est urgent de mettre en œuvre un véritable Plan d'action européen. Le réseau européen d'alerte RASFF,

créé en 1979, et les centres aux frontières sont aujourd'hui insuffisants. Il est essentiel de mettre en place un procureur européen, doublé d'un véritable FBI européen, doté de réels moyens d'investigation et de sanctions suffisamment dissuasives.

Devant l'ampleur de ces scandales sanitaires, nous avons besoin de plus d'Europe et non l'inverse ! Ce n'est qu'à ce prix que nous protégerons efficacement la santé des sept millions d'Occitans et des 500 millions d'Européens.

► Eric Andrieu est rapporteur sur la réforme de la PAC.

LE CHIFFRE

20 000 000

Ryanair à la baisse. Ryanair, la plus grande compagnie aérienne à bas coûts d'Europe, a annoncé une perte trimestrielle de 20 millions d'euros au titre de son troisième trimestre fiscal. Au cours duquel la hausse de 8 % du nombre de passagers de Ryanair a été contrebalancée par une baisse moyenne de 6 % des tarifs, le renchérissement des coûts du kérosène et du personnel, a précisé le transporteur.

LA RENCONTRE

Une May « réaliste » attendue à Bruxelles

Brexit. La Première ministre britannique va être reçue ce jeudi par Juncker.

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, recevra ce jeudi la Première ministre britannique Theresa May pour écouter ses propositions en vue du Brexit. Cet entretien aura lieu après que le négociateur en chef de l'Union européenne sur le Brexit, Michel Barnier, a déclaré lundi que l'UE était prête à rechercher des solutions alternatives au « backstop » lors de la phase de transition qui doit suivre le retrait du Royaume-Uni du bloc européen. Le président du Conseil européen, Donald Tusk, a répété mercredi que l'Union européenne ne renégocierait pas l'accord de Brexit tout en disant espérer que Theresa May viendrait à Bruxelles avec des « suggestions réalistes » pour sortir de l'impasse.

La Première ministre britannique menait lors de ce même mercredi de nouvelles consultations à Belfast. Des ministres britanniques ont discuté en secret pour retarder de huit semaines le retrait du Royaume-Uni de bloc européen prévu le 29 mars, selon *The Telegraph*. Ce délai ferait le Brexit au 24 mai.



► M^{me} May, lundi à Belfast, ce jeudi à Bruxelles. M. Andrieu